



**Liberté • Égalité • Fraternité**  
**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PREFET DU NORD**

DREAL Nord - Pas-de-Calais

Arrivé le

28 JUIL. 2010

Service RISQUES

Secrétariat général  
de la préfecture du Nord

Direction  
des politiques publiques

Bureau des installations classées  
pour la protection de l'environnement

**Arrêté préfectoral imposant à EDF des prescriptions  
complémentaires pour la prévention du risque lié à la  
radioactivité naturelle renforcée de son établissement  
situé à PONT-SUR-SAMBRE**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais  
Préfet du Nord  
Officier de l'ordre national de la légion d'Honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L511-1, R512-31

Vu le code de la santé publique, en particulier ses articles R1333-11 et R1133-11-1 ;

Vu l'arrêté du 25 mai 2005 relatif aux activités professionnelles mettant en œuvre des matières premières contenant naturellement un radio nucléides non utilisés en raison de leurs propriétés radioactives,

Vu la circulaire de la DPPR en date du 11 juillet 2005 relative aux activités professionnelles mettant en œuvre des matières premières contenant naturellement un radio nucléides,

Vu la circulaire du 18 juin 2009 relative à la mise en œuvre des recommandations du Haut Comité pour la Transparence et l'Information sur la Sécurité Nucléaire (HCTISN) ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 07 juillet 1989 autorisant EDF à poursuivre l'exploitation, sur le territoire de la commune de PONT-SUR-SAMBRE, d'une centrale thermique d'une puissance de 250 MW ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 février 2004 imposant à EDF des prescriptions complémentaires pour la remise en état du site de l'ancienne centrale thermique de PONT-SUR-SAMBRE ;

Vu le rapport du 5 février 2010 de Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral transmis par courrier du 17 février 2010 à la Direction régionale de l'Environnement, de l'aménagement et du Logement ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du nord lors de sa séance du 16 mars 2010 ;

Vu les observations écrites de l'exploitant transmis par courriers reçus le 13 avril 2010 et 30 avril 2010 ;

Considérant que l'exploitant a été informé tout au long de la procédure par la Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des propositions faites en matière de prévention du risque lié à la radioactivité naturelle renforcée sur le dépôt de cendres de Pont-sur-Sambre ;

Sur la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

## **ARRÊTE**

Article 1<sup>er</sup> - La société EDF (ELECTRICITE DE FRANCE), dont le siège social est situé 22-30 Avenue de Wagram - 75008 PARIS, représentée par sa Direction Production Ingénierie Thermique, Centre de Post-Exploitation, située 59 rue du Commandant Mouchotte - 94160 SAINT-MANDE et ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de respecter, pour le site de l'ancienne centrale thermique de PONT-SUR-SAMBRE situé route de Pantegnies - 59138 PONT-SUR-SAMBRE, les dispositions complémentaires suivantes du présent arrêté.

Les prescriptions du présent chapitre s'appliquent au site ainsi qu'aux terrains extérieurs à l'emprise du site qui auraient été utilisés pour le stockage de matières premières ou substances contenant naturellement des radionucléides dont la zone terri de l'ancienne centrale thermique de PONT-SUR-SAMBRE.

### **Article 2 – CAMPAGNES DE MESURES DANS LES EAUX SOUTERRAINES**

L'exploitant réalise deux campagnes de prélèvements (en périodes de hautes eaux et basses eaux), dans le réseau défini par l'article 8.4.3 de l'arrêté préfectoral en date du 07 juillet 1989 susvisé et selon le protocole défini par le guide IRSN DEI/SARG/08-036, aux fins de recherche et d'analyses des éléments suivants :

- émetteurs alpha totaux,
- émetteurs bêta totaux,
- K40,
- famille de U238 : a minima U238 + U234 + Ra226 + Pb210,
- famille de Th232 : a minima Th232 + Ra228 + Th228,
- famille de U235 : (si pertinent, peut être déduite par approximation de la famille de l'U238).

Les analyses sont réalisées par un laboratoire agréé pour les mesures de la radioactivité de l'environnement au titre des articles R. 1333-11 et R. 1333-11-1 du code de la santé publique.

Les résultats de la première campagne de prélèvements sont adressés à l'inspection des installations classées.

Les résultats des deux campagnes de prélèvements font l'objet d'un rapport détaillé qui statuera sur la nécessité de poursuivre une surveillance des radioéléments dans les eaux souterraines.

### **Article 3 – ETUDE DE L'EXPOSITION DE LA POPULATION**

L'exploitant procède à une étude permettant de connaître :

- la mesure des expositions aux rayonnements ionisants d'origine naturelle,
- l'estimation des doses auxquelles la population est susceptible d'être soumise du fait de l'activité de l'entreprise,
- les actions à réaliser pour réduire, si nécessaire, l'exposition des personnes.

L'étude des expositions aux rayonnements ionisants et à l'estimation des doses, auxquelles la population est susceptible d'être soumise, doit comporter les informations suivantes :

- la localisation de l'établissement et de l'installation ainsi que sa situation au regard de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'origine, les quantités, les formes physiques et chimiques et les caractéristiques radiologiques des matières premières ou substances mises en œuvre ou stockées, et susceptibles de contenir des radionucléides naturels ;
- un descriptif du ou des procédé(s) de fabrication utilisant ces matières premières ou substances ;
- les formes physiques et chimiques et les caractéristiques radiologiques des produits intermédiaires et des produits finis aux différentes étapes de fabrication, y compris celles des déchets produits ;
- les quantités et les caractéristiques radiologiques des effluents liquides ou gazeux produits en cours de fabrication et, le cas échéant, un descriptif des procédés de traitement et d'entreposage avant leur élimination ;
- les exutoires retenus pour l'élimination des déchets et effluents produits ;
- le cas échéant, les modalités d'entreposage du produit fini, avant mise sur le marché ;
- les actions mises en œuvre pour réduire les expositions ;
- une évaluation des doses d'exposition des personnes aux rayonnements ionisants, avec identification des groupes de population exposés choisis pour cette estimation, et, le cas échéant, les résultats de la surveillance dosimétrique mise en œuvre.

La caractérisation radiologique des matières premières, produits intermédiaires, produits finis, déchets et effluents prend notamment en compte le 40K et les chaînes de l'<sup>238</sup>U, du <sup>232</sup>Th et de l'<sup>235</sup>U, ou présente les critères permettant de justifier leur non-prise en compte. Cette caractérisation peut se baser sur les normes en vigueur ou sur un cahier des charges établi par l'IRSN.

Pour les évaluations de doses relatives à la combustion de charbon en centrale thermique, l'exploitant peut s'appuyer sur une étude d'impact radiologique réalisée pour une installation analogue ou sur une étude générique. Dans ce cas, il justifie que les résultats peuvent être transposés à son installation, compte tenu des procédés de fabrication, des caractéristiques des matières, des déchets et des effluents et des scénarios d'exposition des groupes de population pris comme référence.

Cette étude s'appuiera également sur les résultats des campagnes de mesures de radioéléments dans les eaux souterraines demandées à l'article 2 du présent arrêté.

Une copie de cette étude sera transmise à Monsieur le préfet du Nord, à l'inspection des installations classées, à la direction générale de la sûreté nucléaire et de la radioprotection et à l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

#### Article 4 : ECHEANCIER

Les prescriptions du présent arrêté devront être exécutées dans les délais suivants à compter de sa notification :

CAMPAGNES DE MESURES DANS LES EAUX SOUTERRAINES	
Première campagne de prélèvements	au plus tard 6 mois
Envoi des résultats de la première campagne	dès réalisation
Deuxième campagne de prélèvements	au plus tard 6 mois après la première campagne
Rapport détaillé	au plus tard 3 mois après la deuxième campagne
ETUDE DE L'EXPOSITION DE LA POPULATION	
Rapport d'étude détaillé	au plus tard 3 mois après la deuxième campagne dans les eaux souterraines

#### Article 5 : FRAIS

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 6 – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de LILLE :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers dans un délai de quatre ans à compter de son affichage.

Article 7 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord et Monsieur le sous-préfet d' Avesnes-sur-Helpe sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de PONT-SUR-SAMBRE,

- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

- Madame et Messieurs les chefs des services concernés par une ou plusieurs dispositions de l'arrêté.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de PONT-SUR-SAMBRE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire,
- Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant,
- un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Fait à Lille, le

22 JUIL 2010

Le préfet,

Pour le Préfet,

Le Secrétaire Général Adjoint,

Yves de Roquefeuil

